

De la doctrine à la morale politique

L'histoire ou la philosophie du progrès

Paradoxalement, dans les premières années de la Restauration, si la Révolution française est tout entière dans la pensée contemporaine, l'idée de révolution n'est plus dans les esprits — mais, avant Marx et les socialistes français, a-t-on jamais pensé la révolution avant qu'elle n'advienne ? Pour la minorité des opposants les plus radicaux, le temps de l'insurrection est peut-être arrivé, des coups de main peuvent être préparés, mais le soulèvement populaire semble révolu. La révolution, donnée désormais dépassée, n'est plus inscrite dans le mouvement de l'histoire, selon tous ceux qui s'autorisent à penser le devenir humain. Toutefois, constate Augustin Thierry, « si la révolution était accomplie pour les esprits d'élite, elle ne l'était pas encore pour la masse du public ». ¹ Il n'empêche, « l'élite » continue à penser l'achèvement de la révolution, notamment dans les années qui précèdent et suivent les « Trois Glorieuses », en termes de réformes, voire pour les saint-simoniens, en termes de transformation des rapports sociaux, dans le respect de la hiérarchie, et non pas dans la prévision d'une nouvelle insurrection révolutionnaire. Cette élite hésite encore sur les capacités du peuple. N'est-il pas gouverné par des passions qui l'empêchent d'accéder au savoir historique ? A-t-il conscience de sa « véritable » place dans le présent politique et social ?

« Quant au sentiment de la raison, le peuple est (...) à peu près au point où il était, il y a plus de 2 000 ans (...) ; le peuple fait nombre dans la population, mais fait-il nombre dans la nation ? La nation, n'est-ce pas ceux qui pensent, qui jugent, qui se sentent d'accord avec l'intérêt public ? Le peuple fait bande à part, tant qu'il reste peuple ; tant que sa voix est contre la raison acquise, sa voix est nulle. Pourtant, si l'on regarde la conduite de la politique, il y a encore bien des Etats où c'est la voix du peuple qui décide. »²

La préoccupation centrale des contemporains n'est pas de donner une voix au peuple mais de lui trouver une place. Afin de reconstituer l'unité du « corps social », chacune des autorités — politique, morale et religieuse — en cherche les clés dans la vérité du passé. Le mouvement de l'histoire, principalement orienté dans la direction du progrès de la liberté, est constamment requis afin d'y déceler les lois du devenir humain. « Nous appelons Science de l'histoire, écrit Buchez, l'ensemble des travaux qui ont pour but de trouver dans l'étude des faits historiques, la loi de génération des phénomènes sociaux, afin de prévoir l'avenir politique du genre humain, et d'éclairer le présent au flambeau des futures destinées » ; science en opposition à la philosophie de l'histoire, « venue d'Allemagne », qui ne serait « que l'art de grouper des considérations historiques dans un intérêt philosophique »³. Même critique chez Royer-Collard qui, dans ses cours, fustige l'esprit de système de la philosophie idéaliste : il s'en prend aux métaphores des philosophes qui ne créent que des êtres chimériques. A l'inverse de ces rêveurs, « si nous savons découvrir, dans ces opinions, les principes qu'elles recèlent, ces principes sont les habitudes de l'intelligence, ils sont l'homme même. Dès que la raison est parvenue sur ces hauteurs, l'histoire de la philosophie se présente à elle sous un aspect nouveau. De l'exercice légitime de nos facultés, elle voit naître les sciences, les arts, les méthodes, et toutes les vérités nécessaires au bonheur des hommes »⁴.

Les règles sociales, politiques et morales seront d'autant

mieux établies qu'elles seront édictées en correspondance exacte avec les lois de l'histoire. De ce point de vue, Auguste Comte est le savant, non pas le plus audacieux, mais le plus logique dans l'exigence de concordance des temporalités. La philosophie du progrès s'est, chez lui, totalement substituée à la philosophie de l'histoire. Le présent n'est alors qu'un moment, un lieu de passage entre passé et avenir. Tous ou presque se réclament de Condorcet, bien que les lectures de son *Esquisse*⁵ divergent parfois. Saint-Simon fut un des tout premiers à placer le savoir au sommet du processus de l'histoire qui ne peut se dérouler selon ses lois qu'à la condition d'être comprise, lue et conduite par des hommes éclairés. L'histoire, selon lui, doit être menée par les savants, artistes et hommes de génie ; l'âge industriel leur ouvre la voie et sonne l'heure de leur triomphe : « Savants, artistes, regardez avec l'œil du génie la situation actuelle de l'esprit humain ; vous verrez que le sceptre de l'opinion publique est entré dans vos mains. »⁶ Il explique l'échec de l'Ancien Régime, comme celui du XVIII^e siècle, par l'absence d'alliance entre pensée savante et gouvernement : la force de l'histoire ou, plus précisément, le moteur de l'histoire restait inconnu parce qu'incompris des hommes qui détenaient les leviers du pouvoir. Cette incapacité des gouvernants, liée à leur méconnaissance, alimente la critique adressée au gouvernement des hommes. La tâche des savants contemporains consiste alors à découvrir les groupes sociaux porteurs de l'esprit et donc acteurs de la liberté. C'est l'objectif que s'est fixé Augustin Thierry.

Lisons sa « Première lettre sur l'histoire de France » publiée dans le *Courrier français*, le 13 juillet 1820 : « J'invoquais, se souvient-il, à la fois une complète restauration de la vérité altérée ou méconnue, et une sorte de réhabilitation pour les classes moyennes et inférieures, pour les aïeux du tiers état, mis en oubli par nos historiens modernes. Né roturier, je demandais qu'on rendît à la roture sa part de gloire de nos annales, qu'on recueillît, avec un soin respectueux, les souvenirs d'honneur plébéien, d'énergie et de liberté bourgeoise. »⁷